

<http://ugtg.org/~apache/spip.php?article573>



L'UGTG vue par : "Le Figaro"

- Revue du web - Des écrits sur l'UGTG -



Date de mise en ligne dimanche 7 septembre 2008

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

La colonisation, miroir du malaise antillais

Patrice Burnat - 16/10/2007

[Lien vers l'article](#)

L'annulation de la visite que Nicolas Sarkozy avait prévue en fin de semaine dernière à la Martinique et en Guadeloupe n'a pas suffi à apaiser les esprits parmi ceux qui jugeaient sa présence « indésirable » dans les îles.

Hilaire Lefort porte allégrement ses 84 ans. L'homme est digne et droit, clair dans sa tête, sûr de ses droits, fier de son passé - « quarante et un ans, un mois et cinq jours au service de l'Etat français, à la direction de l'Equipement ». Mais, comme il l'explique en ce samedi de décembre, place de la Victoire à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), son « orgueil » s'est « changé en hargne » depuis qu'on lui a fait comprendre, au détour d'une querelle de voisinage, que « le nègre doit obéir à l'homme blanc ». « collectif unitaire » « Ce n'était pas une bavure, seulement la méthode française de tous les temps en pays conquis. J'ai été violenté sur un simple appel de mon voisin, un colonialiste arrière-petit-fils de négrier. Et ils m'ont déshumanisé, bestialisé... Les bienfaits de la France pour les nègres n'ont jamais existé... »

Ces intolérables violences des forces de l'ordre à l'encontre d'un vieil homme étaient-elles véritablement « racistes » et le fait de brutes « colonialistes » ? Peut-être, hélas. Mais ici - et c'est tout le problème de la Guadeloupe -, il y a cette mémoire de l'esclavage qui interdit de simplement se poser la question. L'« affaire Lefort » est donc venue s'ajouter à la longue liste des exactions françaises...

récemment constitué pour exprimer le mécontentement de l'île et subitement dopé par la défection de Nicolas Sarkozy. Au milieu des représentants du PC et du PS locaux, parmi les syndicalistes de l'UGTG, de la CGTG, du Speg ou de la FSU, lui ne tient qu'un rôle de victime. Mais ce qu'il dit est fondamental. Sa vie a basculé, le 4 janvier dernier, quand le chien de son voisin est venu tuer, dans sa propriété, à Saint-Claude, une vingtaine de ses poules. Il a tiré sur l'animal : du plomb, qui ne lui a pas fait beaucoup de mal. Les gendarmes, appelés par le voisin, ont jeté le vieil homme à terre sans se soucier ni de son âge ni de ses problèmes cardiaques - il porte un pacemaker. Ils l'ont menotté dans le dos, poussé dans une voiture puis enfermé dans un cachot à la gendarmerie de Basse-Terre. Il n'en est ressorti que le lendemain en fin de matinée, définitivement révolté, lui le fonctionnaire modèle de l'Equipement, chargé en fin de carrière de la formation des agents se présentant aux concours. Il ignore encore ce que deviendra la plainte avec constitution de partie civile qu'il a déposée. Mais lui a déjà jugé, et ses mots sont implacables : C'est pour témoigner qu'il est venu à cette réunion du Place de la Victoire, il n'y a pas foule, cependant, pour protester contre les mauvais traitements de la métropole. En ce week-end, les habitants de Pointe-à-Pitre se sont plutôt rués en masse vers Destreland ou Milénis, les deux énormes centres commerciaux de Grande-Terre, pour organiser comme il se doit « la Nwel » qui s'approche. Les « bienfaits de la colonisation » ont indigné mais n'ont mobilisé que quelques poignées de militants. Quant à la « non-venue » de Nicolas Sarkozy, elle est crûment qualifiée d'« épiphénomène » par Raymond Gauthiérot, leader de la puissante Union générale des travailleurs guadeloupéens (UGTG), la plus redoutée des organisations syndicales de l'île et la plus violemment indépendantiste.

Reste que le ministre de l'Intérieur venait pour évoquer des problèmes bien concrets, et bien contemporains ceux-là : l'immigration, la délinquance, la drogue. Personne, aucun parti, aucune organisation, gauche, droite et indépendantistes confondus, n'en minimise l'importance.

L'immigration ? « En Guadeloupe, le nombre de personnes en provenance d'Haïti ayant sollicité une demande d'asile est passé de 135 en 2003 à 3 682 en 2004, confiait en septembre dernier le ministre de l'Outre-Mer, François

Baroin, au Figaro Magazine. Si en métropole, on avait le même taux d'immigration clandestine, ajoutait-il, cela ferait 15 millions de clandestins sur le sol métropolitain. » Les conséquences économiques et sociales de cet afflux (environ 6 000 nouveaux Haïtiens chaque année en Guadeloupe, auxquels s'ajoutent quelques milliers de Dominicains) sont bien entendu détestables : trafics, précarité, misère, exploitation, xénophobie. Tout cela, les organisations responsables de l'île le dénoncent. Les moins raisonnables aussi, d'ailleurs, comme cette « Convention pour une Guadeloupe nouvelle » qui assène : « Les Guadeloupéens sont de plus en plus minoritaires dans leur propre pays ; des métiers exercés auparavant par nous sont actuellement monopolisés par des personnes étrangères (vente de grillades et de pizzas sur le bord des routes, métiers de services aux personnes, médecins, avocats...) »

« Elle est supérieure de 5 à 10% à celle de la métropole en matière de violence, Et la délinquance condamnée a pour sa part connu une progression de 50% au cours des dix dernières années. » La drogue, enfin. Comme le souligne un rapport parlementaire de mars 2005, « 55% du total de la cocaïne produite en Amérique du Sud et destinée aux deux principaux marchés de consommation que sont l'Amérique du Nord et l'Europe transitent par les Caraïbes », et les départements français concernés « deviennent de manière croissante des lieux de consommation de drogues ».

Il n'y a pourtant que 410 000 habitants en Guadeloupe. Mais le chômage y touche 30% de la population active et 55% des jeunes. confie, dans son bureau du palais de justice de Pointe-à-Pitre, le procureur de la République, Jean-Michel Prêtre. a délinquance ? De tout cela, Nicolas Sarkozy aura donc été empêché de parler. « Il reviendra, de toute façon, s'amuse Raymond Gauthiérot, de l'UGTG, nous ne prétendons pas lui avoir fait peur. Mais ses solutions contre l'immigration, notamment, ne nous conviendront jamais : nous ne sommes pas d'accord pour qu'on mette dehors nos frères haïtiens, venus d'une île pillée par la France pendant des siècles. C'est la France qui alimente aujourd'hui encore la misère de ce pays pour prouver au monde noir qu'il n'y a pas intérêt à être indépendant... »

L'esclavagisme encore, le colonialisme toujours... A 84 ans, Hilaire Lefort, dont le père mourut pour la France en 1916 aux Dardanelles, crie aujourd'hui « Vive la Guadeloupe libre ». Et l'île n'en finit plus d'agiter ses chaînes, pourtant brisées depuis 1848. Au risque d'en oublier les autres dangers qui la guettent.